

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire à l'ordre de SARO  
ou chèque postal à l'ordre du  
« Prolétaire »

Abonnements :  
1 an : 60 F ; 6 mois : 30 F  
p.li fermé : 90 F et 45 F  
Abonnements de soutien :  
partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 337  
LE NUMERO : 2 F 50  
20 FB - 1 FS  
15 au 28 mai 1981

## Mitterrand chasse Giscard

# Les pompiers sociaux sont arrivés !

Après avoir tenté de se refaire une virginité politique pendant 23 ans d'opposition, le parti socialiste revient au gouvernement. Il en avait été éliminé dans une crise grave de la bourgeoisie française provoquée par le mouvement d'indépendance des masses exploitées d'Algérie contre lesquelles il a mené une guerre sans vergogne. La reconversion de l'impérialisme français

exigeait un « pouvoir fort ».

Le PS revient aujourd'hui au gouvernement dans une nouvelle période de crise, internationale cette fois, une crise de la société tout entière, où la classe dominante doit tenir compte à nouveau d'une classe ouvrière qui menace de se réveiller, au cœur même des métropoles impérialistes.

Mitterrand a tout à fait raison de dire qu'il ne s'agit pas d'un changement de société mais simplement d'un changement de politique. La société bourgeoise reste en place, avec le capital qui accumule les richesses à un pôle de la société et la misère à l'autre pôle, avec ses antagonismes entre Etats et ses guerres, avec la faim, le chômage, avec l'esclavage salarié. L'Etat bourgeois, citadelle de l'ordre établi capitaliste, reste en place, avec ses parachutistes et ses CRS, ses juges et ses bureaucrates, ses curés et ses idéologues.

Le but de la nouvelle politique est le déploiement systématique d'un tissu social de collaboration dont tous les fils soient unifiés par le gouvernement. La généralisation de structures de participation à tous les niveaux venant compléter le parlement et les municipalités (comités d'entreprise, région, quartier, etc.) a pour but d'assurer à la machine d'oppression capitaliste qu'est l'Etat l'appui de vastes couches sociales (cadres, aristocratie ouvrière, couches moyennes) qui jouent un rôle d'amortisseurs de la lutte

sociale. La mise en place systématique de structures de négociation contractuelles, d'engagements planifiés a pour but d'entraîner dans les filets du dialogue les mouvements de la classe ouvrière, au moment où l'exigence de l'austérité et des sacrifices fait craindre qu'elle ne se remette en mouvement.

« Rassemblement national », « réconciliation nécessaire » de la « communauté nationale », « réapprendre à passer contrat », « préoccupation du possible », tels sont les mots d'ordre ! Peindre l'Etat capitaliste aux couleurs roses de l'harmonie entre les classes pour désarmer la classe ouvrière et cacher le renforcement et le blindage de l'appareil d'oppression derrière le rideau de fumée d'une énième « réforme démocratique », tel est l'objectif.

Un tel gouvernement n'est nullement un cheval de Troie de la classe ouvrière dans la forteresse ennemie de l'Etat capitaliste : il cherche au contraire à dresser devant lui de nouvelles protections contre toute menace prolétarienne. C'est

### DANS CE NUMERO

- Où est passé l'élan de la Commune ?
- France : premières leçons des présidentielles.
- Salvador : les racines de la violence (2).
- Liban : enjeux des affrontements.

contre le gouvernement, en même temps que contre le patronat et toute la machine de l'Etat, que se prépare donc la révolution communiste.

Forts de cette attitude intransigeante, les communistes révolutionnaires n'en doivent pas moins suivre avec le maximum d'attention la politique du PS dans les aspects qui la distinguent de celle du gouvernement précédent. Le PS doit en effet profiter de l'alternance politique pour chercher à amortir les effets des tensions sociales provoquées par la forte

(Suite page 4.)

## Ils ont assassiné Bobby Sands !

Bobby Sands, militant républicain irlandais est mort après plus de 60 jours de grève de la faim pour réclamer le statut de prisonnier politique. Thatcher, premier ministre de la très démocratique Angleterre, est bien l'héritière de cet impérialisme sanguinaire qui a massacré en Inde, à Chypre, à Aden, en Malaisie, au Kenya et... en Irlande depuis des siècles ; en Irlande du nord où, en plus de toutes les discriminations, les travailleurs catholiques subissent les pogroms des milices protestantes loyalistes, les perquisitions. L'occupation militaire des quartiers par l'armée britannique, l'internement, etc.

Les militants emprisonnés pour avoir lutté contre cette oppression, souvent torturés, internés sans procès, ont continué héroïquement dans les prisons la lutte engagée dans les quartiers et les rues contre l'impérialisme britannique. Beaucoup sont morts dans ce combat, comme T. Ashe en 1920, M. Gaughan en 1974 ou F. Stagg en 1976. Cependant leurs sacrifices n'ont pas été vains. Des victoires éclatantes ont aussi été remportées, depuis la libération de Connolly en 1913 et celle de 77 prisonniers en 1920, jusqu'à l'obtention du statut de prisonniers politiques en 1972.

Le gouvernement anglais (travailliste !) n'a pu supprimer ce statut qu'en 1976, après une vague d'internements massifs et de répression contre les catholiques.

Thatcher a pris le risque d'une « vague de violence » jamais vue depuis 1972 ? Oui, c'est la violence des travailleurs catholiques, décidés à venger et défendre leurs camarades emprisonnés. Ils érigent des barricades, affrontent quasi journellement à coups de pierre, de cocktail Molotov ou de bombes à l'acide la police (RUC), l'armée anglaise (une des plus modernes du monde) et les milices loyalistes. Les jeunes et les enfants, qui n'ont jamais connu que la guerre depuis plus de dix ans, sont au premier rang. Quelle tradition exemplaire !

(suite page 2)

### Correspondance

## La grève de la faim de Lyon

La grève de la faim menée à Lyon en avril dernier avait pour objectif « d'exiger une circulaire du ministère de l'Intérieur interdisant les expulsions des fils et filles d'immigrés nés en France ou y ayant passé plus de la moitié de leur vie ». La grève de la faim entreprise par deux prêtres et de jeunes immigrés a trouvé un écho favorable chez les travailleurs immigrés, car elle répond, naturellement à sa manière, à un besoin réel et pressant de lutte.

Comme on s'en doute, le bulletin de la CIMADE précisait bien qu'il ne s'agissait pas de « modifier une loi, mais d'obtenir une circulaire qui ne contredit aucune disposition légale en vigueur [en l'occurrence les lois Bonnet-Stoléru] mais en limite l'application. Il n'est pas interdit que, par une circulaire, le gouvernement s'engage à aménager des modalités particulières d'application de la loi pour tel ou tel cas, s'engage à ne pas expulser telle catégorie de population qui est à l'heure actuelle soumise au régime général des expulsions ». C'est bien ainsi que l'a entendu le gouvernement, en suspendant pour trois mois les expulsions pour cette catégorie, mais en réservant les délits graves et agressions contre les personnes.

Sans refuser par principe la grève de la faim, il est clair que son utilisation dénote une situation de faiblesse et d'isolement. Le problème qui se pose est de lutter pour surmonter ces faiblesses. Or les forces qui ont encadré la lutte ont au contraire accentué les aspects négatifs de cette méthode.

(Suite page 4.)

## Premières leçons des présidentielles

Les élections présidentielles ainsi que le changement de politique gouvernementale qu'elles entraînent exigent de dresser un tableau de la situation politique en France et de l'attitude des différentes classes et des différentes forces politiques. Nous touchons ici quelques points particuliers, sur lesquels nous devons revenir de façon plus approfondie.

### • LES OPPOSITIONS POLITIQUES DANS LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Le développement de la crise internationale a réveillé depuis plusieurs années les vieilles oppositions entre les tendances qui existent dans la bourgeoisie française. D'une part celle qui cherche à adapter l'impérialisme français à son inévitable déclin et recherche une « autonomie dans l'interdépendance » ; de l'autre celle qui « refuse le déclin » et cherche une mobilisation autour de l'Etat pour défendre les acquis, la « grandeur », etc.

Entre ces deux tendances qui s'affrontent aussi bien dans l'ancienne majorité (giscardiens et gaullistes), que dans la nouvelle (PS et PC), et même à l'intérieur du PS (rocardiens et CERES), existe la conviction commune que la force de l'impérialisme français repose, du point de vue international, d'abord sur une Allemagne entravée, ensuite sur la domination de l'Afrique et sur une forte « présence » en Méditerranée.

Cependant l'influence, aujourd'hui prépondérante dans les deux camps, de la tendance soi-disant « internationaliste », ainsi que la polarisation des élections entre Giscard et Mitterrand a eu pour effet de mettre en

relief durant la campagne une autre opposition existant dans la bourgeoisie française, qui ne coïncide pas avec la première et qui porte sur la manière de lier la question économique et la question sociale.

On a d'un côté la conception libérale, naturellement adaptée à l'impérialisme sénile, où l'Etat touche à tout dans l'économie et dans les rapports entre « partenaires sociaux ». Elle est aussi évidemment adaptée à l'Europe : même un Barre sait par expérience que les Etats européens sont plus fragiles que l'Amérique, tant du point de vue économique que politique, et que leur libéralisme doit être tempéré par une bonne dose de contrôle étatique et de réformisme social.

De l'autre côté, la conception réformiste, traditionnellement « de gauche », dont les diverses nuances, de Rocard à Marchais, insistent sur le fait qu'une politique économique menée sans un minimum de consensus social présente de gros risques sociaux. La démagogie anti-austérité du PCF ne doit pas tromper : elle signifie que ce consensus doit tenir compte de toute la politique de son courant dans tous les domaines. Cependant, là aussi, ces réformistes sont plus que réalistes. Ils savent tous que leur réformisme social doit être tempéré par une bonne dose de libéralisme, de « libre concurrence », de lutte contre le « centralisme excessif », de diminution des charges des entreprises, etc.

Si bien qu'il y a entre ces deux conceptions bien des compromis possibles, sans parler de leur solide programme commun : des entreprises fortes et agressives, une classe ouvrière qui travaille dur, un Etat solide et puissant pour veiller au grain !

### • LE SENS DE LA VICTOIRE DU PS POUR LA BOURGEOISIE

Avec le coup d'Etat du 13 mai 1958, le gaullisme avait réussi à utiliser un courant chauvin né par réaction aux défaites coloniales en Indochine et en Algérie pour assurer un gouvernement fort, capable de résister aux tendances centrifuges provoquées par la crise qui secouait la société française, et d'assurer la modernisation de l'Etat et du capitalisme, et en particulier la restructuration et le redéploiement économiques. Au fur et à mesure que le gaullisme parvenait à ce résultat, il devenait moins indispensable, ce qui a permis le développement progressif dans la majorité de la vieille droite libérale avec le giscardisme et la renaissance de la gauche non communiste dans l'opposition, surtout après l'explosion de mai 68.

Le PS n'a pas seulement repris et intégré la vieille tradition de l'« unité de la gauche » née du Front populaire, le démocrate humanitariste hérité du radicalisme et du socialisme de Blum. Il a également repris la tradition de l'interventionnisme étatique avec un zeste de pensée sociale, qui ne s'est développée par le mendésisme, a été reprise un moment à son compte par le gaullisme et dont Chirac s'est débarrassé, et qui se réclame ouvertement de Keynes et de Roosevelt. Il hérite enfin de la tradition de réformisme social, dans un style rénové, « auto-gestionnaire », cher aux « nouvelles couches moyennes » qu'il flatte et qui le lui rendent bien.

(Suite page 2.)





